

## **QUESTIONNAIRE du CAE SUR LE DIAGNOSTIC PROSPECTIF ET STRATEGIQUE DE LA FRANCE EN 2020 :**

Ce questionnaire est à retourner au Secrétaire général du CAE ([pierre.joly@pm.gouv.fr](mailto:pierre.joly@pm.gouv.fr))

### **Réponse de Michel Godet**

En bon petit soldat de la prospective et du CAE je me prête à un exercice qui ressemble étrangement aux questionnaires que je diffuse dans les entreprises depuis des lustres mais qui s'adressent généralement à des professionnels néophytes en prospective. Ce qui n'est pas le cas des membres du CAE. On aurait pu demander à un groupe de stagiaires de Sciences Po de proposer une telle synthèse à partir de la lecture des rapports du CAE et de tant d'autres (Fauroux, Camdessus...) qui sont très riches sur le plan des diagnostics prospectifs et stratégiques.

Je joins à cette réponse deux annexes :

#### **Annexe 1° Société de la connaissance et mirage technologique**

Cette annexe me paraît utile pour dénoncer en tant que membre de l'Académie des technologies un biais cognitif très répandu au sein du CAE.

#### **Annexe 2° Vieillissements, activités et territoires**

##### **Perspectives de croissance et d'emploi : trois propositions pour l'action publique**

Cette annexe reprend sous forme de synthèse les principales conclusions des deux rapports que j'ai conduits au sein du CAE.

Avant de répondre de manière simplifiée et abrégée, je dirais seulement aux commanditaires de cette réflexion que l'avenir n'est pas écrit et reste heureusement à faire. Il est donc assez vain de réfléchir à ce qui adviendra car tout dépendra des réformes que notre pays entreprendra ou pas d'ici là. Les diagnostics et prescriptions sont depuis longtemps connus : tous les pays seront confrontés aux mêmes contraintes, mutations et ruptures. Ce qui fera la différence, ce sera la capacité de les intégrer dans une stratégie et de réformer nos organisations et nos comportements dans le bon sens. Les facteurs de développement sont essentiellement endogènes et l'anticipation des changements du contexte économique, technique international ne sert à rien si l'on demeure incapable de définir des projets collectifs et de se réformer pour y parvenir. On nous invite à construire des scénarios. Mon expérience est qu'il a trop d'investissement intellectuel dans les scénarios et pas assez dans la construction et la mise en œuvre partagée de projets endogènes.

#### *Trop de scénarios et pas assez de projets endogènes.*

L'usage des scénarios est d'autant plus abusif que ces derniers portent sur le contexte futur en partant de la question « Que peut-il advenir ? » (Q1). Cette question prospective naturelle conduit généralement les territoires, comme les entreprises, à refaire le monde pour mieux oublier de se poser la question essentielle des projets en partant de leur identité, de leur histoire, de leurs forces et de leurs faiblesses et, finalement, du fameux « connais-toi toi-même » des Grecs anciens. La question Q1, doit être précédée par la question Q0 : « Qui suis-je ? ». Cette

question préalable impose un retour aux sources sur ses racines de compétences, les leçons des échecs et succès passés. L'analyse stratégique redécouvre maintenant l'importance du " Connais-toi, toi-même " socratique. Avant de se demander où l'on veut aller, ce qu'il peut advenir et ce que l'on peut faire, il faut savoir qui l'on est et bien se connaître. En effet, comme le soulignait Vauvenargues : " Le sentiment de nos forces les augmente, le sentiment de nos faiblesses les réduit ! "

La prospective seule est généralement centrée sur le « Que peut-il advenir ? » (Q1). Elle devient stratégique quand une organisation s'interroge sur le « Que puis-je faire ? » (Q2). Une fois ces deux questions traitées, la stratégie part du « Que puis-je faire ? » (Q2) pour s'en poser deux autres : « Que vais-je faire ? » (Q3) et comment le faire ? (Q4). D'où le chevauchement entre la prospective et la stratégie. Compter sur soi, voilà le comportement le plus efficace et le plus à la portée des acteurs d'un territoire. Le diagnostic et les prescriptions ne suffisent pas pour passer à l'acte. La réussite du Q4 (« Comment faire ? ») passe par l'appropriation et, pour cela, rien de tel qu'une bonne prospective participative en amont.

Bref le temps du diagnostic prospectif et stratégique global est dépassé. On sait ce qu'il faut faire, il manque encore le courage et la volonté politique. Il est temps de passer à l'action (sans oublier la pédagogie de l'explication) et aux réformes annoncées par le Président de la République. Réussira t-il ? Quelques mois après l'élection Présidentielle le doute comme l'espoir sont en balance. (Cf mon article du Figaro du 27 octobre 2007 sur les réformes. [www.lapropective.fr](http://www.lapropective.fr)) . La France de 2020 dépendra d'abord de sa capacité à se réformer dans les années 2007 et suivantes . Elle dépendra aussi de son génie suicidaire à imaginer des réglementations brisant la croissance qu'elle est seule à suivre comme hier la RTT et maintenant le Grenelle de l'environnement (et non du développement durable) Cf l'analyse de Rémy Prud'homme ( *Le Choc de Grenelle est à venir Le Monde du 30/ 10/ 2007*) qui en ont fait un modèle soviétique réussi comme l'a malicieusement relevé Jacques Lesourne. Avec un peu de courage et un minimum de bon sens, il serait possible de construire l'avenir autrement qu'en prenant dans la poche de nos enfants en laissant filer la dette publique : chaque enfant qui naît aura l'équivalent de 120.000 euros à rembourser lorsqu'il sera actif au titre des engagements des générations précédentes.( dette publique + retraites des fonctionnaires non provisionnées). Les générations du baby-boom se sont comportées de manière irresponsable en vivant au dessus de leurs moyens et à crédit sur le dos des générations futures. Un tel développement n'est pas durable. La France de 2007-2008 continue à vivre au dessus de ses moyens et peu d'économistes trouvent à y redire.

**Q1/ Quels sont pour vous les principaux sujets porteurs d'enjeux à moyen et long terme pour la France à horizon 2020. L'idée est de pouvoir retenir une liste restreinte de thèmes (une dizaine) permettant de donner à voir des priorités.**

*Il n'est de richesses que d'hommes éduqués, épanouis et porteurs de projets dans une société de confiance.* L'Europe a un déficit d'hommes, la France souffre en plus d'un système éducatif qui réussit bien à la moitié des élèves mais produit 20% de jeunes en échec scolaire dont une partie restera inemployable mais aussi à l'autre extrême des frustrés et des aigris de la course au diplôme tout aussi mal dans leur peau. La confiance est loin de régner dans une société de défiance où l'Etat change sans arrêt les réglementations et où la fraude et le contrôle sont plus développés qu'ailleurs.

La France comme l'Europe doit se préoccuper du vieillissement ; l'âge médian de l'Europe des 25 en 2025 sera de 50 ans contre 42 aujourd'hui et 30 dans les années 60

Il va manquer 25 millions d'actifs dans la tranche des 25-49 ans dans l'Europe des 25 et il faudra donc ouvrir massivement les frontières pour répondre aux besoins de professionnels dans les métiers de services aux personnes et dans ceux du BTP .

La France se réjouit d'avoir une meilleure fécondité, c'est vrai sur le papier mais près de 20% des jeunes souvent issus de l'immigration sont en échec scolaire et relégués dans des quartiers où la violence et les frustrations dominent : le taux de chômage de ces jeunes restera de l'ordre de 40% car ils ne sont pas employables pour une part d'entre eux .faute d'un minimum de savoir être. (après tout il n'y a que 7 jeunes sur 100 dans la tranche d'âge de 16-25 ans au chômage, soit le quart des 28 qui se présentent sur le marché du travail. C'est dire aussi que parmi ceux qui ont échoués à l'école faute de maîtriser les savoirs de base et ne sont plus en études, les deux tiers avaient le minimum de savoir être pour trouver un emploi. L'apartheid urbain se renforce dans nos mégapoles et la carte scolaire ne contribue pas à la mixité et à l'intégration. Comment intégrer dans des écoles où 50% à 100% des enfants ne sont pas de langue maternelle française ? Sujet d'autant plus tabou que l'on refuse de savoir que 40% des naissances en Ile de France sont d'origine immigrée. Comment traiter un problème que l'on refuse de voir et de mesurer ?

A l'autre extrême , je suis inquiet des effets pervers du mirage technologique entretenu par nombre de rapports du CAE et qui conduisent à une dommageable course aux diplômes alors que les surdiplômés ( bac+4) détenteurs d'assignats universitaires ont un taux de chômage supérieur à celui des bac+ 2 . La pénurie de jeunes devrait conduire les entreprises à recruter plus tôt et à valoriser les acquis de l'expérience. Tout cela est décrit dans la note ci jointe : *Vieillissements Activités et territoires*. Ainsi que dans le texte *Société de la connaissance et mirage technologique*, La Tribune du 9 novembre 2007

Il n'y a pas de bonne réponse à une mauvaise question. Et pour se poser les bonnes questions il faut se méfier des consensus et des idées reçues. C'est ce réflexe de bon sens qui nous a conduit à beaucoup travailler ces trente dernières années pour presque à chaque fois conclure que les idées reçues étaient erronées.

A contre courant des idées reçues, nous avons publié au moment du deuxième choc pétrolier : « va-t-on vers une surabondance d'énergie »<sup>1</sup> en 1978, au moment où le lobby des nucléocrates était dominant. Nous avons republié cet article presque mot pour mot vingt ans plus tard<sup>2</sup> ; une chose avait changé le prix du pétrole passé de \$12 à \$45 le baril et les réserves prouvées de 30 à 47 ans ! En 2007, avec un pétrole proche de \$100 le baril on a probablement plus d'un siècle voire deux de réserves prouvées. Mais aucun chiffre ne circule car cela remettrait en cause l'alarmisme ambiant et l'intérêt des énergies de substitution dont les biocarburants. On commence à se rendre compte que le développement inconsidéré de ces derniers a conduit à indexer tous les prix des matières premières agricoles sur l'énergie. Résultat les produits alimentaires voient leur prix flamber et le spectre des pénuries et des famines resurgit : nous n'avons à l'échelle de la planète que deux mois de consommation de céréales devant nous. Et il faudrait consacrer 29% des terres cultivables pour produire l'équivalent en biomasse de 10% des carburants fossiles consommés. L'augmentation des prix à la pompe et les réglementations en faveur des économies d'énergie dans le transport et l'habitat sont certainement de meilleures voies à suivre.

---

<sup>1</sup> Godet (Michel), 1978, « Va-t-on vers une surabondance d'énergie ? », *Le Monde*, 5 septembre

<sup>2</sup> Godet (Michel), 2006, « La planète regorge de pétrole cher », *Les Échos*, 7 juin

Autre exemple, il n'était pas non plus facile de dénoncer trop fortement la « japanosclérose » et certaines « japoniaiseries » sur le management dans les années 80<sup>3</sup>, ni même la maladie du diplôme en 1988<sup>4</sup>. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, au moment de la flambée de la nouvelle économie et de la déraison des marchés, il fallait beaucoup de bon sens, et un peu de mémoire, pour se rendre compte que la nouvelle croissance était une vieille lune (2000)<sup>5</sup>.

On l'a compris, notre pays doit cesser d'enfourcher plus que ses partenaires les mirages collectifs sur la mondialisation, la fin du travail et le partage de ce dernier, la nouvelle économie, la productivité et les technologies nouvelles et maintenant le développement durable. Il doit sagement regarder ce que font les autres et se demander si nos difficultés ne viennent pas de notre incapacité à nous réformer. Ce qui est en soi une bonne nouvelle : les problèmes sont en nous, les solutions aussi.

## **Q2/ Quels sont dans ces domaines les principales tendances, des risques et ruptures possibles déterminants pour la France à horizon 2020 ?**

- l'échec de l'intégration des populations immigrées et leur concentration en Ile de France et dans certaines mégalopoles ( Seine St Denisation de l'Ile de France) ;
- le renforcement des ségrégations urbaines et scolaires ;
- la montée des intégrismes et des intolérances entre communautés françaises et étrangères, jeunes et vieux, citadins et ruraux... retraités riches et pauvres ;
- le recul de la France en niveau de vie, en influence et crédibilité sa mise sous tutelle par l'Europe, le FMI ou la banque centrale européenne et le rachat de ses actifs patrimoniaux par des acteurs extérieurs ;
- la perte de notre attractivité touristique : premier pays au monde par le nombre de touristes étrangers, la France, faute de services de qualité et de climat social apaisé n'est que troisième pour les recettes touristiques ;
- Notre deuxième poste excédentaire ( après le tourisme) : l'agroalimentaire est aussi menacé par un démantèlement inconsidéré de la PAC et par les concessions contradictoires aux écolos : rejet des pesticides et des OGM !
- on pourrait rajouter un moratoire sur le développement du nucléaire, le démantèlement des centrales nucléaires et des investissements faramineux dans des projets idéologiques d'infrastructures ou d'énergies renouvelables pour renforcer notre compétitivité naturellement !
- le principe de précaution peut être un frein à l'innovation

## **Q3/ Quels sont à cette aune les principaux handicaps et opportunités pour la France ?**

Si le développement durable et un levier pour l'innovation, le principe de précaution peut constituer un frein .

---

<sup>3</sup> Giraud (Pierre-Noël), Godet (Michel), 1987, *Radioscopie du Japon*, Economica, coll. CPE-Economica

Godet (Michel), 1987a, « Dix idées à contre-courant sur le Japon », *Politique industrielle*, avril

Godet (Michel), 1987b, « Regards sur la japanosclérose », *Futuribles*, n°112, juillet-août

<sup>4</sup> Godet (Michel), 1988a, « La France malade du diplôme », *Le Monde de l'éducation*, février

<sup>5</sup> Godet (Michel), 2000, « Nouvelle croissance ou vieilles lunes », *Futuribles*, n°257, octobre

Le développement durable est trop souvent perçu dans sa seule dimension environnementale , ce qui est une erreur. Les changements auxquels nous sommes confrontés sont bien connus : ils ont pour nom mondialisation, vieillissement des populations, déséquilibres économiques et sociaux, réchauffement de la planète, épuisement de certaines ressources naturelles minérales, végétales, animales... Ils engagent la responsabilité des entreprises dans leur action au service de la croissance et de l'emploi.

L'ensemble de ces changements s'inscrit dans la problématique du développement durable dont la formulation date de 1987 ( Rapport Brundtland: « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ») . L'homme est au cœur du développement durable, il n' y a pas de développement durable sans enfant et pas de croissance sans berceaux.

On distingue classiquement les trois piliers (environnemental, économique et social ) du développement durable :

- les problématiques environnementales (milieux naturels, pollutions, ressources, risques, qualité de la vie ...)
- le « développement » (économique et social, notamment dans les PVD)
- la responsabilité sociale des entreprises (notamment dans les pays développés, loi NRE en France, notations, ...

En organisant les assises de l'environnement et non celle du développement durable dans sa globalité, le nouveau gouvernement révèle son caractère de néophyte en la matière ce qui est inquiétant. En effet, poussées à l'extrême les revendications environnementalistes animées par le principe de précaution peuvent paralyser l'action. Il y a des freins réglementaires croissants à l'innovation notamment en matière d'expérimentation animale ou végétale. On peut s'interroger sur les OGM et la recherche médicale sans pour autant les retarder chez nous, alors qu'ils se développeront de toutes façons ailleurs.

Le développement durable est une extraordinaire chance à saisir par les entreprises : toute contrainte est une opportunité. Tous les défis de recyclage de retraitement, d'économie d'énergie sont porteurs de réponses innovantes et profitables. Dans le domaine alimentaire comme dans l'éthique de production, la traçabilité va s'imposer et entraîner le renforcement de la proximité et du raccourcissement des chaînes qui vont du producteur au consommateur. Bref, le développement durable va dans le sens d'une production locale (pourquoi produire ailleurs ce qui peut l'être ici sans coût de transport et émission de CO2 ? ) , c'est aussi une barrière non tarifaire aux importations lointaines de produits à bas coût .

Compte tenu des enjeux, le principe de précaution, si souvent évoqué en matière écologique devrait aussi s'imposer en matière démographique. Il faudrait traiter le lien démographie/croissance économique comme on le fait pour les activités humaines et le réchauffement de la planète : lancer des études et des recherches pour tester les hypothèses de causalités et en attendant prendre des mesures conservatoires en faveur de la natalité. Protéger l'héritage de la planète, c'est bien, mais à condition de ne pas oublier les héritiers ! Qui dénonce cet oubli ? Personne, ou presque. Il est "politiquement incorrect", à notre époque, de défendre les enfants aussi bien que les baleines.

Quand au principe de précaution, son application maximaliste pourrait s'avérer dangereuse et être un frein à l'innovation. Si avant d'agir ou de lancer un produit voire une recherche ou une expérimentation on doit prouver que cela ne comporte aucun risque , on va forcément

paralyser l'action . Il n'y a pas d'action et dans bien des cas le plus risqué serait de ne pas agir. Si on appliquait le principe de précaution on ne ferait pas d'enfants !

#### **Q4/ Pouvez-vous dans cette optique, fournir votre vision des principaux enjeux de réforme à moyen long terme et de l'évolution du rôle de l'Etat?**

Ces deux questions sont liées : reconnaître que nous sommes responsables et coupables de nos difficultés, que les facteurs de développement sont endogènes, c'est aussi une bonne nouvelle : le mal est nous — c'est le fameux modèle soviétique de moins en moins réussi — sa solution aussi : il faut en sortir par la réforme de l'État, de ses dépenses et des services publics.

Pour que nos entreprises ne courent plus dans la compétition internationale avec des semelles de plomb, il suffirait de s'attaquer à la mère des réformes, celle de l'État. L'excellence de l'État est indispensable pour permettre celle des entreprises. Si la France s'alignait sur la moyenne communautaire des dépenses publiques, elle gagnerait 7 % de PIB, en passant de 54 % à 47 % : une manne de 100 milliards d'euros, soit près de trois ans de croissance, l'équivalent d'un revenu supplémentaire de 3 000 € par an, pour chaque Français actif, ou encore deux fois l'impôt sur le revenu. Le gisement d'économie est à la hauteur des gaspillages !

Cette modernisation de la fonction publique passe par la réduction de ses effectifs — comme partout ailleurs en Europe — et par l'amélioration de ses performances, au service du public. Pour l'instant, on n'en prend guère le chemin ; il aurait fallu, comme le recommandent la plupart des rapports<sup>6</sup>, ne renouveler qu'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite. On est timidement à trois ou quatre sur cinq et, dans le même temps, la fonction publique territoriale connaît des augmentations d'effectifs à deux chiffres, comme d'ailleurs les impôts locaux qui les financent. De sorte que l'emploi public total continue à augmenter au rythme de 20 000 à 30 000 personnes par an.

Il n'est pas certain qu'une fonction publique pléthorique améliore les services au citoyen. Je me souviens des propos de Bernard Gérard, lorsqu'il était préfet de la Région Centre. Il dénonçait, il y a dix ans déjà : « Le mauvais exemple de la disponibilité décroissante d'une administration encombrée. ». N'oublions pas, qu'en plus des 14 semaines de congés payés avec les cumuls de RTT, les fonctionnaires ont droit à une tolérance de 12 jours pour enfants malades à la maison. Et certains n'hésitent pas à contacter le service du personnel pour savoir combien de jours « maladie » il leur reste !

La question des effectifs et de l'efficience de la fonction publique demeure un sujet tabou. Dans une lettre au ministre, datée de septembre 1997, le regretté Jean Choussat, ancien directeur du Budget, écrivait : « Au risque de soulever un tollé, disons que les sureffectifs de la fonction publique sont au minimum de 10 %, soit 500 000 agents. » Les dépenses de personnel représentent les deux tiers des dépenses publiques : c'est donc 3 à 4 % du PIB que l'on pourrait ainsi économiser.

La dérive des dépenses publiques dure depuis plus de trente ans. En 1970, elles se situaient à 40 % du PIB. Durant le septennat de Giscard d'Estaing, elles ont augmenté d'un point par an et, à l'époque, on a pu parler de socialisation déguisée de l'économie. L'arrivée

---

<sup>6</sup> Notamment ceux de Roger Fauroux et Bernard Spitz (2004), ainsi que de Michel Camdessus (2004), appelant à un sursaut (Nicolas Sarkozy avait fait, de ce dernier, son livre de chevet).

de la gauche, après 1981, puis la succession des alternances, ont accentué la dérive, puisqu'on a même atteint la barre des 54 % au milieu des années 1990. Enfin, le retour de la croissance a permis d'alléger provisoirement la barque ; depuis, il faut des expédients pour éviter qu'elle ne coule.

L'exception française n'est pas un rempart contre la mondialisation, mais un boulet dans la course avec nos partenaires. On n'arrêtera pas plus ce mouvement de l'histoire que la marée. En revanche, il ne tient qu'à nous de renforcer nos atouts et de réduire nos handicaps. Il suffirait de récupérer en dépense les 100 milliards d'euros qui partent en fumée, chaque année, afin de réduire d'autant les charges qui freinent la création d'emplois.

C'est en partant de ce constat que j'ai formulé dans *Le Courage du bon sens* Odile Jacob 2007 . les 7 propositions prioritaires suivantes.

#### **Les sept propositions prioritaires**

- 1) *Instaurer dans la Constitution le « droit des générations futures » au rang des Droits de l'homme et du citoyen* (Saint-Etienne, 2001), afin qu'il soit interdit de faire naître une obligation pour les générations futures sans la financer par des ressources existantes ou par un capital investi par la génération qui en décide, capital dont les revenus seraient affectés à financer les dépenses à venir ;
- 2) *Réveiller les projets dormants pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands dans les petites entreprises* à un coût deux fois plus faible que la plupart des dispositifs publics de soutien à l'emploi ;
- 3) *Rendre les heures supplémentaires non imposables pour encourager l'activité des fourmis dont les cigales ont besoin pour vivre ;*
- 4) *Corriger les inégalités face à la mort, en tenant compte de l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles* dans les systèmes de retraite;
- 5) *Imposer trois ans d'expérience professionnelle privée pour pouvoir se présenter à un concours de la fonction publique* à tous les niveaux et faciliter l'entrée et la sortie de la fonction publique à tout âge ;
- 6) *Fermer les établissements scolaires qui sont en perdition et réaffecter les moyens correspondants à ceux qui fonctionnent normalement* et souhaitent accueillir plus d'élèves. Ce qui revient à subventionner progressivement la demande éducative (ticket éducation) et, par conséquent, à supprimer la carte scolaire ;
- 7) *Respecter le préambule de la Constitution selon lequel le citoyen doit payer l'impôt en fonction de sa capacité contributive.* Or, celle-ci diminue avec la taille de la famille. Nous proposons donc d'instaurer un quotient familial dans le calcul de la CSG afin d'éviter que les familles avec enfants ne payent deux fois plus de CSG que d'impôt sur le revenu. Cette « familialisation » permettrait de lutter contre la paupérisation des familles avec enfants.

## **Annexe 1 *Oui à la société de la connaissance, Non aux mirages technologiques !***

Par Michel Godet

Membre de l'Académie des Technologies, auteur du *Courage du bon sens*, Odile Jacob 2007.

Article Paru dans la Tribune du 14 novembre 2007

Au sommet de Lisbonne en 2000, l'Europe s'est entichée du concept de société ou d'économie de la connaissance, pour lequel elle s'était même fixée un objectif de leadership mondial. L'Europe vieillissante se rassurait pour l'avenir, s'imaginant peuplée de cheveux gris savants, jeunes d'esprit et champions de l'innovation. Après la société de l'information des années 80, la nouvelle économie des années 90, les abonnés du mirage technologique ont lancé un nouveau concept, la société de la connaissance, pour dire la même chose ou presque.

La connaissance est bien le moteur de l'innovation. Ce n'est pas une raison pour cultiver le mirage technologique et la fuite en avant dans les dépenses de R&D. L'innovation n'est pas uniquement technique, mais aussi commerciale, organisationnelle et financière. La technologie, bien qu'importante, ne saurait constituer l'essentiel. Cessons de considérer que la dépense de R&D est le principal indicateur porteur d'espoir pour l'avenir. Plus que le montant, compte l'efficacité de la dépense.

Les comparaisons internationales montrent que les entreprises les plus performantes dans un secteur sont celles qui font un effort moyen en R&D et qui, donc, agissent en dépensant moins. Le cabinet américain de conseil en stratégie Booz Allen Hamilton a même montré, en analysant les 1 000 premières entreprises mondiales, selon leur budget R&D, qu'il n'y avait pas de lien direct entre le montant des dépenses de recherche et développement engagé et le succès de ces entreprises, qu'il soit mesuré en termes de croissance du chiffre d'affaires, de rentabilité ou de retour sur investissements pour les actionnaires. Le même constat se vérifie au sujet des États : les petits pays comme l'Irlande ont un effort de R&D moindre que les grands, mais une croissance du PIB supérieure !

A la lumière de ce diagnostic, faut-il vraiment, comme le préconisent tant de rapports officiels, s'inspirer du pays leader, les États-Unis, et lancer des grands projets de recherche dans les secteurs de haute technologie (technologies de l'information, armement, aéronautique) et développer l'enseignement supérieur long ?

Qu'il soit permis de douter de ce remède éternellement avancé. Les États-Unis ne sont pas aussi performants qu'on le dit, à en juger par leur déficit extérieur abyssal (700 milliards de dollars !) ; ils vivent, grâce à leur rente impériale, bien au-dessus de leurs moyens et cela n'est pas durable. La France, contrairement à l'Allemagne, investit déjà beaucoup trop dans les secteurs « recherchivores » (40 % des dépenses publiques de recherche sont concentrés dans le nucléaire, l'espace et le militaire et profitent d'abord à quelques grandes entreprises) et pas assez pour stimuler les recherches dans les secteurs de moyenne ou basse technologie et dans les PME ; ces dernières bénéficient de moins de 10 % de l'effort public de recherche. La France a, aussi, presque deux fois plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne, cinq fois moins d'apprentis et son solde extérieur en bien d'équipements est trois fois plus faible ! Cherchez l'erreur !

Comparée à l'Allemagne, la France manque surtout de grandes PMI, en raison du coût capitalistique très élevé et des problèmes liés à la transmission du patrimoine. Il n'y a, en France, que 2 000 entreprises industrielles de plus de 250 salariés. Elles comptent pour 65 % de la valeur ajoutée du secteur et assurent les quatre cinquièmes des exportations. 25 % de la valeur ajoutée revient aux 20 000 entreprises ayant entre 50 et 250 employés. Et il n'y a que 1 % des créateurs, soit 2 000 par an, qui se lancent dans l'industrie.

Pour muscler l'industrie face à la compétition internationale, il n'y a pas d'autre voie à suivre que celle de la spécialisation dans les productions innovantes et à haute valeur ajoutée. Il n'y a pas de secteurs condamnés, ni de fatalité dans les difficultés des entreprises ; il n'y a que des managers défaillants et des entrepreneurs qui ont cessé de remettre en cause leur production, alors qu'il faut innover pour gagner dans un monde en perpétuel changement. Les entreprises qui se contentent de vendre ce qu'elles produisent sont condamnées. Pour conquérir les marchés, il faut produire ce qui se vend, c'est-à-dire des biens et des services répondant à des besoins réels ou latents. Les entrepreneurs innovants sont bien les magiciens de la croissance.

La société de la connaissance est un beau défi, à condition de commencer par faire en sorte qu'il n'y ait plus 20 % des enfants qui entrent en sixième sans savoir correctement lire, écrire et compter. Car il n'est de richesses que d'hommes éduqués ! L'homme se comporte vite comme un animal sauvage dans une société barbare . La civilisation est fragile et ne tient qu'à ce fil de l'éducation

## **Annexe 2 Vieillissements, activités et territoires**

### ***Perspectives de croissance et d'emploi : trois propositions pour l'action publique***

#### **1° CHEVEUX GRIS ET CROISSANCE MOLLE**

L'Europe fonce droit sur l'iceberg démographique, il est encore temps de changer de cap pour éviter la collision frontale avec l'hiver économique. Les perspectives de déclin démographique de l'Europe sont connues depuis longtemps et l'ONU a même publié un rapport provocant en 2000 annonçant une baisse de 40 millions d'habitants d'ici à 2050 ainsi que la nécessité, pour éviter un tel vieillissement, de faire venir plusieurs centaines de millions de personnes. Ces calculs de simple arithmétique n'ont aucun caractère prédictif. Il n'empêche que, sans un recours massif à l'immigration, il y aura moins d'actifs pour assurer la production des richesses. Les experts de l'OCDE estiment qu'à partir de 2010, le revenu moyen par habitant progressera deux fois moins vite en moyenne que par le passé.

D'ici à 2025, l'Union européenne ne doit guère compter sur l'Europe de l'Est dont la population va connaître un effondrement à la japonaise : la Russie passant de 144 à 137 millions, l'Ukraine de 49 à 45 et même la très catholique Pologne stagnante à moins de 39 millions. Au-delà des chiffres en valeur absolue, c'est moins le vieillissement par le haut (c'est une bonne nouvelle que d'augmenter l'espérance de vie et le nombre de personnes âgées) que le vieillissement par le bas (moins de jeunes) qui va affecter la dynamique productive, entrepreneuriale et compétitive. Le vieux monde n'aura jamais autant mérité son nom dans l'histoire.

Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant 40 ans, arrivent à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses. Or, pour investir et consommer, il faut avoir confiance en l'avenir et besoin de s'équiper, autant de caractéristiques qui, malheureusement, régressent avec l'âge.

La France va, comme ses voisins, manquer de bras et de cerveaux. L'immigration qu'elle soit choisie ou subie est inévitable. Il est donc souhaitable de la réussir par une politique d'intégration plus volontariste.

Sans les apports migratoires, de l'ordre de 200.000 par an pour l'Allemagne et même de 500 à 700.000 personnes par an pour l'Italie et l'Espagne, ces pays verraient leur population diminuer car les berceaux y sont déjà moins nombreux que les cercueils. L'Europe s'est élargie avec une baignoire qui se vide : l'Europe de l'Est va régresser démographiquement d'ici à 2025. L'Europe des 25 accueille dorénavant plus de migrants que les Etats-Unis (1,8 million contre 1,3 million). Les projections de population active sont connues : entre 2010 et 2030, l'Europe verra la tranche des 16-24 ans baisser de 7 millions, celle des 25-54 ans va baisser de 25 millions, alors que celle des 55-64 ans va augmenter d'environ 9 millions de personnes.

Les ressorts du dynamisme sont les mêmes dans les domaines économique et démographique : le goût de vivre s'exprime à la fois par l'initiative économique et par l'accueil des enfants. L'esprit d'entreprise est cousin de l'esprit de famille ! Pour comprendre l'impact du vieillissement sur la création d'entreprise, il suffit de rappeler qu'en France en 2000, 40 % des créateurs avaient entre 25 et 34 ans et les deux tiers moins de 44 ans, les plus de 55 ans ne représentant guère plus de 8 % d'entre eux ! Entre 2000 et 2025, la tranche des moins de 30 ans continue de baisser, mais surtout celle des 30-49 ans, dans la force de l'âge productif,

s'effondre de 1,6 million alors qu'elle avait augmenté de 4,5 millions dans le dernier quart du siècle précédent.

### **Pas de croissance durable sans enfants**

Comme le disait Alfred Sauvy, les économistes refusent de voir le lien entre croissance économique et dynamique démographique et ne cherchent donc pas à le vérifier. Pourtant, les Trente Glorieuses et le *baby-boom* sont allés de pair et l'essor des États-Unis s'explique sans doute *aussi* par une meilleure santé démographique. La comparaison des taux de croissance entre l'Europe et les États-Unis fait généralement appel à la technique pour expliquer des différences sur le long terme. L'ambitieuse stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi misait en 2000 essentiellement sur les technologies de l'information et l'économie de la connaissance pour assurer à l'Europe son avenir et sa puissance sur la scène internationale à l'horizon 2010.

Dans un article récent de la revue *Futuribles*<sup>7</sup>, nous avons montré que, depuis un quart de siècle, l'écart d'environ un point en moyenne annuelle de croissance économique entre les États-Unis et l'Europe s'explique pour l'essentiel (80%) par la moindre dynamique démographique. L'écart qui subsiste proviendrait de nombreux facteurs : amélioration de l'efficacité productive, accumulation du capital, augmentation du nombre d'heures travaillées par habitant, voire effets multiplicateurs de la demande finale portée par cette dynamique démographique.

### **L'hypothèse d'un multiplicateur démographique ?**

Si les Américains travaillent plus, c'est qu'il y a une demande solvable à satisfaire, peut-être aussi plus soutenue qu'ailleurs pour cause d'expansion démographique.

Nous avançons ici une nouvelle hypothèse ; celle d'un multiplicateur démographique qui serait à l'origine d'une part importante des gains de productivité plus élevés aux États-Unis qu'en Europe. La productivité est le résidu de croissance supplémentaire, non expliqué par l'augmentation du capital et du travail. Faute de mieux, ce surcroît de croissance du PIB par actif est attribué au progrès technique, ce qui est une manière positive de désigner le résidu non expliqué.

La variation du PIB par actif est d'autant plus significative que le nombre d'actifs occupés et les débouchés augmentent, dans une population en expansion. Ce multiplicateur éclairerait mieux le décrochage de croissance du PIB par actif, constaté depuis le début des années 2000 entre les États-Unis et l'Europe, que le supposé retard technologique. L'Europe est elle-même son principal débouché. Pour éviter la perspective des cheveux gris et d'une croissance molle de l'Europe, nous appelons de nos vœux une relance démographique et une politique européenne en faveur des familles avec enfants.

Il s'agit bien de replacer la famille au cœur des priorités publiques européennes. Avec le *Pacte européen pour la jeunesse* et le Livre vert sur la démographie de mars 2005, l'Europe a mis fin à l'omerta démographique et pris conscience qu'il n'y a pas d'avenir et de développement durable sans enfants. Dans notre rapport sur *La famille, une affaire publique*<sup>8</sup> nous avons mis en évidence la paupérisation des familles avec enfants.

---

<sup>7</sup> Durance (Philippe), Godet (Michel), Martinez (Michel), 2006, « Démographie, activité, croissance », *Futuribles*, n°316, février, pp. 5-20 (<http://www.futuribles.com>).

<sup>8</sup> Rédigé avec Evelyne Sullerot, ce rapport du CAE (n°57) est paru à La Documentation française en décembre 2005. En Avril 2007 une version poche : La famille une affaire publique et privée est sortie à la Documentation Française

### La paupérisation relative des familles avec enfants

- Les familles avec enfants représentent le tiers des ménages, 54% de la population, mais elles ne reçoivent que 43% des revenus nets après impôts et transferts. *A contrario*, les ménages sans enfants (personnes seules et couples) comptent aussi pour un tiers des ménages, 25% de la population et reçoivent 33% des revenus nets.
- Le niveau de vie d'une famille de trois enfants est comparable à celui d'une famille monoparentale. Il est inférieur de 25% à 30% à celui d'un couple sans enfant de la même catégorie sociale.
- La moitié des familles de quatre enfants est de référence ouvrière, souvent d'origine étrangère.
- Les personnes pauvres sont majoritairement des familles actives et en couples avec enfants.
- Il y a deux fois plus d'enfants pauvres dans les familles nombreuses que dans les familles monoparentales !

Ce sont les enfants d'aujourd'hui qui paieront les retraites de demain. Il faut donc permettre aux femmes d'avoir les enfants qu'elles désirent, tout en travaillant si elles le souhaitent. Or, en France, comme dans toute l'Europe, une femme sur deux voudrait un enfant de plus, mais y renonce pour des raisons économiques : l'arrivée d'un enfant baisse le niveau de vie de 10% !

Première proposition : « familialiser » la CSG pour lutter contre la paupérisation des familles avec enfants

Le principal facteur explicatif de la paupérisation des familles réside dans la CSG<sup>9</sup>. Elle ne tient compte, ni de la taille des familles, ni de leur capacité contributive. Les familles nombreuses, comme les familles monoparentales, ont une contribution à la CSG, en proportion comme en valeur absolue, deux fois plus importante que pour l'impôt sur le revenu. C'est la raison pour laquelle, nous proposons de « familialiser » la CSG en instaurant un bonus par enfant (l'Allemagne a instauré un malus pour les ménages sans enfants !). La réforme de l'impôt annoncée pour 2007 ne tient absolument pas compte de ce constat. C'est pourtant la survie de notre modèle social de solidarités intergénérationnelles qui est en jeu. Après le choc démographique de 2006-2010, plus rien ne sera comme avant : temps de travail, statuts, retraites, modes de vie... il faudra tout remettre à plat.

Le vieillissement de l'Europe, et l'implosion démographique de certains grands pays, conduit à une perspective de cheveux gris et de croissance molle. Il va en résulter une haute tension sur l'emploi et les retraites. La tension sera d'autant plus forte qu'en raison des illusions collectives sur les emplois de demain, il faut s'attendre à une pénurie de jeunes professionnels dans les métiers manuels et de service. Il y aura aussi de nouvelles fractures territoriales accentuées par les mouvements de population et le développement inégal des infrastructures.

### Où seront les emplois de demain ?

Pour l'emploi, les perspectives sont claires : les jeunes seront incités à travailler plus tôt, les anciens à partir à la retraite plus tard. Des pénuries importantes de personnels qualifiés sont prévisibles, notamment dans les services aux personnes âgées, la restauration, les professionnels du bâtiment et des travaux publics.

---

<sup>9</sup> Le montant de la CSG dépasse maintenant l'impôt sur le revenu d'environ 30%.

Dans un tel contexte, les emplois de demain seront d'abord dans les services, qui représentent déjà 70% des emplois existants et 80% des emplois créés chaque année. Les travaux de la Commission Seibel de la Dares et du Plan permettent d'établir un palmarès instructif : celui des métiers les plus *offreurs* d'emplois d'ici à 2015. La somme des besoins nouveaux et du renouvellement pour compenser les départs à la retraite donne 7,5 millions de postes à pourvoir entre 2005 et 2015. Il faudra ainsi trouver d'ici à 2015 : 1,2 million de personnes pour les services aux particuliers, dont plus de 400.000 assistants maternels et aux personnes âgées ; 840.000 personnes pour les tâches de gestion et d'administration ; 750.000 personnes pour la santé et l'action sociale ; 670.000 pour le transport et le tourisme ; 650.000 pour le commerce et la vente ; 530.000 pour le BTP et 450.000 pour l'enseignement. Avec environ 200.000 recrutements, les informaticiens, la banque et les assurances et les métiers de la communication, de l'information et du spectacle viennent loin derrière et sont à peu près au même niveau que l'hôtellerie, la restauration et l'alimentation. Pour ces emplois, le plus souvent du tertiaire **et** nécessitant beaucoup de convivialité, il ne faut peut-être pas beaucoup plus de qualification sanctionnée par un diplôme, mais certainement un haut professionnalisme et des gens bien dans leur peau.

Dans un contexte de générations moins nombreuses arrivant sur le marché du travail, on peut penser que les jeunes normalement éduqués et qui voudront travailler n'auront que l'embarras du choix. Mais ils devraient être incités à poursuivre des études moins longues et à s'insérer plus tôt dans la vie active. La concurrence pour l'embauche des jeunes devrait accentuer les pénuries dans les professions dévalorisées par leur image (métiers manuels, services à la personne) ou par des conditions de travail pénibles pour des rémunérations peu attractives.

## **2° LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT SONT ENDOGENES**

Le chômage a quadruplé en France depuis 1975, alors que le PIB a plus que doublé. Cette mauvaise gestion de l'abondance est, en un sens, une bonne nouvelle, car si les causes de nos difficultés sont en nous, les solutions aussi. Cessons donc de chercher des boucs émissaires dans la mondialisation. Cette dernière n'est pas coupable, car les facteurs de développement des entreprises et des territoires sont d'abord endogènes. C'est la raison pour laquelle le taux de chômage varie du simple au double au sein des pays européens (4% aux Pays-Bas, près de 9% en Espagne) comme au sein des territoires français, entre le pays de Vitré et le Valenciennois. Comment expliquer de telles différences ?

En ce qui concerne les pays, il apparaît clairement que ceux où le chômage est le plus faible sont aussi ceux où le taux d'emploi (part de la population en âge de travailler effectivement employée) est le plus élevé. La France se singularise avec un taux d'emploi de 62%, inférieur de 4 points à la moyenne européenne et de dix points à la Suède, au Royaume Uni, aux Pays-Bas. C'est l'activité qui crée l'emploi : il faut donc travailler plus et tous pour augmenter l'emploi. En France, on a cru l'inverse.

Pour une croissance donnée, on peut créer plus d'emplois en baissant le coût du travail (par réduction de charges), ce qui permet d'embaucher des travailleurs moins performants tout en restant compétitifs. Arrêtons donc de nous glorifier de notre productivité apparente du travail élevée. Celle-ci est d'abord la conséquence statistique de la mise au rebut des moins productifs. Impossible de baisser les charges sans réduire la dépense publique et donc sans moderniser l'Etat : avec 55% de dépenses publiques par rapport au PIB, nous dépassons de 7 points la moyenne communautaire ! Vaste chantier qui attend, faute de courage politique.

En attendant, la France vit au dessus de ses moyens avec une dette par habitant de 20.000 euros, qui a augmenté de 40% en cinq ans. Elle s'élève même à près de 40.000 euros

si l'on tient compte des engagements (non provisionnés) de l'Etat, notamment pour les retraites des fonctionnaires. Tout se passe comme si un enfant qui naît aujourd'hui devait rembourser au cours de sa vie active l'équivalent de 120.000 euros (un habitant sur trois seulement est actif) pour payer la facture des générations précédentes. Le modèle social français survit en prenant dans la poche de ses enfants. Une telle politique est contraire à l'esprit du développement durable.

Dernier levier pour l'emploi : l'incitation au travail et l'insertion des plus démunis. Le meilleur remède contre l'exclusion sociale, c'est la dynamique de projet et la responsabilité solidaire qui doit prendre le pas sur l'assistance passive. Ce qui signifie notamment : pas de rémunération sans contrepartie d'activité ! Pour attirer suffisamment de professionnels dans les métiers et territoires peu attractifs, il serait opportun d'instaurer des primes spécifiques à l'emploi.

Il faudrait également encourager le temps partiel (de deux points inférieur à la moyenne communautaire) pour augmenter le taux d'emploi, notamment des seniors. En cette période marquée par la croissance molle et la montée du chômage, voilà des pistes d'action pour le gouvernement !

Reste à expliquer la différence entre les territoires français. Les facteurs endogènes locaux peuvent corriger ou amplifier l'impact des facteurs endogènes nationaux. Ce ne sont pas les infrastructures, et encore moins les aides, qui font le développement local. Au mieux, elles l'accompagnent : Sainte-Sigolène, en Haute-Loire, où il n'y a jamais eu de desserte ferroviaire, est devenue l'une des capitales françaises de la plasturgie, en étant loin de tout. Tout dépend de la capacité des hommes et des organisations à se battre ensemble autour de projets communs, plutôt que les uns contre les autres. L'union fait la force et la faiblesse provient des divisions.

L'insertion économique par la dynamique de projet est le meilleur remède contre l'exclusion sociale ; elle valorise les compétences et favorise l'employabilité. Le taux de survie des créateurs chômeurs est identique à celui des créateurs non chômeurs. Si tous les chômeurs ne sont pas entrepreneurs, ils peuvent être entrepreneurs. Il ne sert à rien d'aider les entreprises et territoires en difficulté, il faut d'abord changer leurs dirigeants. Il est plus efficace d'activer le développement des entreprises qui marchent en mettant à leur disposition un cadre ou un technicien au chômage pour réveiller des projets dormants et développer des activités nouvelles.

Au moment où un tiers des entreprises des travaux publics se déclarent prêtes à embaucher et désespèrent de trouver des candidats, il ne me paraît pas raisonnable de créer dans les rectorats des dizaines de milliers d'emplois de jeunes assistants de vie scolaire (sur la base de 20 heures par semaine et payés sur la base du SMIC), sans oublier l'exemple peu valorisant de la réussite scolaire ainsi donné aux écoliers encadrés par des jeunes diplômés au chômage !

Deuxième proposition : réveiller les projets dormants pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands

Un changement décisif permettrait de réveiller les projets dormants dans les 2,3 millions d'entreprises de moins de 20 personnes (96% du total des entreprises et 40% de l'emploi marchand du pays). Il créerait très vite des centaines de milliers d'emplois marchands. La pérennité de ces emplois marchands est plus forte que celles des emplois aidés dans l'administration ou les associations. Le coût par emploi marchand créé dans les dispositifs de réveil de projets dormants (6.000 à 10.000 euros) est deux à trois fois plus faible que les dispositifs publics d'insertion des jeunes (20.000 à 30.000 euros par an).

### **3° C'EST L'ACTIVITE QUI CREE LA RICHESSE ET L'EMPLOI**

Depuis le début des années 90, la France a enregistré une croissance du PIB égale ou inférieure à la moyenne européenne, ce qui constitue une performance médiocre compte tenu de sa meilleure dynamique démographique. Si la France recule en niveau de vie par rapport à ses principaux partenaires, à l'exception de l'Allemagne, ce n'est pas pour des raisons démographiques, mais du fait d'un nombre d'heures travaillées par habitant le plus faible des pays développés.

Depuis 25 ans, notre croissance économique par habitant est inférieure de un point à celle des Anglais, qui nous ont rattrapés et même dépassés. La raison : on ne travaille pas assez ! Quatre semaines de moins que la moyenne européenne, dix semaines de moins que les Etats-Unis. Ce n'est pas en ramant moins que l'on avance plus vite. Si les Français travaillaient autant que les Américains, ils auraient 8.000 euros de plus de grain à moudre par habitant et par an !

#### **La richesse produite provient d'abord de la quantité de travail**

Les écarts de niveau de vie (richesses produites) par habitant ne s'expliquent pas par des niveaux de productivité (horaire ou par actif) différents, mais tout simplement par la quantité de travail fournie par les habitants de chaque pays.

C'est bien l'activité qui crée la richesse, et donc l'emploi. Même si le constat est limpide, il est d'autant plus difficile à admettre que, par ailleurs, nous nous vantons, à tort, d'avoir un niveau de productivité horaire, ou par actif employé, supérieur à celui des Etats-Unis !

En effet, le concept auquel il est fait référence était naguère qualifié de productivité apparente du travail, mesurée de manière très grossière, en divisant le PIB par le nombre d'actifs. Notre productivité apparente du travail est d'abord un indicateur d'exclusion de ceux qui ne courent pas assez vite. Pour comprendre, prenons l'image des élèves d'une classe d'école, engagés dans un 100 mètres. S'ils participent tous à la course, leur vitesse moyenne sera inférieure à celle que l'on obtient en ne faisant courir que les 50% plus rapides. En France, il y a peu de coureurs, mais ils sont très productifs car on ne garde que les meilleurs.

L'activité crée la richesse et l'emploi. En travaillant moins, on s'appauvrit. Les pays européens à la plus forte croissance et avec un chômage réduit sont ceux où l'on travaille le plus. Il ne s'agit pas de faire table rase des 35 heures, mais de récompenser le travail et de ne pas décourager les fourmis par des impôts dissuasifs sur les revenus du travail supplémentaire. La France manque de fourmis actives et, l'intérêt bien compris des cigales, c'est qu'il y ait le maximum de fourmis ardentes à la tâche : plus elles s'activent, mieux les cigales vivent. Et si toutes les fourmis devenaient cigales, ces dernières mourraient. Pour encourager les fourmis, nous proposons depuis 2002 de sortir par le haut des 35 heures, en rendant les heures supplémentaires non imposables.

#### Troisième proposition : rendre les heures supplémentaires non imposables

On n'est pas imposé sur le temps libre, pourtant inégalement réparti. Les ouvriers et les employés, qui font partie de la moitié des Français sans impôt sur le revenu, veulent du « black officiel ». L'autre moitié des Français a peur de « sauter de tranche d'imposition » en travaillant plus. Je propose, depuis quatre ans, de rendre les heures supplémentaires non imposables. Cette proposition simple séduit Bercy, mais tarde à se concrétiser. Il est pourtant facile de faire comprendre qu'il s'agit d'instaurer un bouclier fiscal pour les bas revenus (complément de celui instauré pour les hauts revenus) et de protéger les travailleurs les plus vaillants contre des prélèvements peu incitatifs au travail supplémentaire. Nous nous

réjouissons de voir cette proposition mise en place par le Président Nicolas Sarkozy. Malheureusement cette mesure a été poussée trop loin en exonérant les heures supplémentaires de charges sociales. Ce qui risque d'engendrer de multiples effets d'aubaine plus ou moins pervers et va coûter cinq à six milliards d'euros au lieu de 1 milliard<sup>10</sup>. On se consolera en se disant que la sortie du trou des 35 heures par le haut coûtera 4 fois moins cher que son entrée : la subvention du non travail c'est une facture de 20 milliards par an. Que d'énergie dépensée pour commettre une erreur et la réparer en revenant au point de départ ! Pendant ce temps, la France a reculé en niveau de vie et en compétitivité par rapport à ses principaux partenaires. Il est temps de la remettre au travail pour qu'elle retrouve son rang international.

### **Des temps morts pour vivre le lien social**

Après 2006, le vieillissement de la population active pourrait conduire à de nouvelles revendications du type : travailler librement à son rythme en fonction de ses besoins et de ses possibilités, prendre le temps de son temps et pouvoir faire en 40 heures, tranquillement, ce qui est actuellement exigé en 35 heures dans le stress ! Le phénomène est déjà perceptible chez nos partenaires européens où l'on parle de droit au *slow business*.

La montée des tensions internationales imposa en 1939 d'abandonner les 40 heures de 1936 pour revenir à 45 heures, y compris dans l'administration. Cette fois, la rupture annoncée n'est plus la guerre, mais le retournement démographique de 2006. Les générations qui montent vont se demander ce qui nous a pris de réduire, d'abord, la durée hebdomadaire et annuelle du travail et d'augmenter, ensuite, le nombre d'années de cotisations pour la retraite à taux plein ! La RTT ne répond pas à la variété des besoins et des aspirations des actifs. Ces derniers veulent travailler à leur rythme variable tout au long de la vie. Et refusent de marcher tous ensemble au même pas cadencé. Pourquoi ne pas calculer le temps de travail globalisé tout au long de la vie, avec le maximum de souplesse pour l'individualisation des horaires à la carte en fonction des capacités et des contraintes de chacun. Il s'agirait de prendre sa retraite à la carte et de répartir comme on l'entend les 70 000 heures que l'on est censé consacrer au travail au long de sa vie (40 ans à 1 750 heures par an, pour prendre la moyenne européenne) et non pas seulement 60.000 heures, comme c'était le cas  $\ddagger$  pour les fonctionnaires et les régimes spéciaux : 35 h x 45 semaines x 37,5 ans. C'est à chacun de décider, en connaissance de cause, s'il veut travailler plus et cotiser directement ou travailler moins et se consacrer, par exemple, à l'éducation de ses enfants. A condition, naturellement que l'on en tienne compte pour la retraite. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, en France, où c'est un vrai métier que d'être payé pour s'occuper d'enfants, sous réserve que ce ne soient pas les siens. Dans les familles nombreuses, majoritairement ouvrières, les femmes se retrouvent ainsi avec des retraites croupions !

Les hommes de demain ne s'activeront pas moins que ceux d'aujourd'hui. Ils chercheront dans le travail au bureau, comme dans la vie familiale et associative, d'abord des lieux de reconnaissance mutuelle et de partage de projets. Il faut des temps morts pour vivre le lien social et retrouver le plaisir au travail.

-

---

<sup>10</sup> Nous avons essayé mais en vain d'alerter les pouvoirs publics sur ces effets pervers . Cf nos articles : *Les 35 heures sans fleurs ni couronnes*, Le Monde 18 juillet 2007. *Sortir par le haut des 35 heures*, Challenges n° 83 juin 2007. *Vive le black officiel : aidons les fourmis pour sauver les cigales*. La Tribune 31 mai 2007. Tous ces articles sont en ligne sur [www.lapropective.fr](http://www.lapropective.fr).

-  
...